



**PROCES-VERBAL DU CONSEIL SCIENTIFIQUE  
REUNI EN FORMATION PLEINIÈRE LE 11 janvier 2010**

sous la présidence du Professeur Jean-Marc Lardeaux, Vice-Président de l'Université

**Séance n° 1**

Etaient présents : M BARAUD, Mme BASSILANA, M BLUM, Mme BOSQUELLE, MM BOURSIER, COUNILLON, DARCOURT, DE MICHELI, DESCHAUX, Mme GIORDANENGO, MM HEBERT, JANSEN, LARDEAUX, LAUGIER, MM MAIGNANT, MEIERHENRICH, Mme MELLET, M OLIVERO, Mme PRECHEUR, MM PUPPO, ROSSO, ROUSSELET, Melle SMITH.

Avaient donné pouvoir : M DE NADAI à M PUPPO, M KOFFI à M LAMBERT, M LAUWERS à Mme MELLET, M PIQUEMAL à M LARDEAUX, M VAN OBERGHEN à M DARCOURT.

Etaient présents à titre d'invités : M ALEXIS, M GIRAUDON, Mme GRENIER-LOUSTALOT, M KLEE, Mme VIDOVIC-RAVIT.

Etaient excusés : Mme BAUDON, MM BOLLA, FOSSETTE, FOX, MIAOULIS, NASICA.

Etaient présents à titre consultatif : Mmes GIRIBALDI, MICHEL, PISANO.

Le Vice président ouvre la séance à 14H05.

Il présente ses vœux au Conseillers pour 2010 qui sera une année qui comportera des enjeux importants, principalement avec le passage de l'Université aux R.C.E. et notamment à l'autonomie budgétaire.

Il précise que l'établissement va être à nouveau évalué par l'AERES et qu'il faudra se tenir prêts en octobre/novembre 2010 pour « rendre notre copie » avec les Directeurs d'Unités et qu'il faudra produire les meilleurs documents possibles afin de dynamiser la recherche de l'établissement.

Il ajoute que 2010 sera une année critique car, pour la première fois, il faudra prendre position sur les chaires d'excellence et attribuer les P.E.S.

Il espère qu'un consensus sera possible.

Le Vice-Président annonce ensuite le premier point de l'ordre du jour :

**Présentation du GIS AZUR OPTO par M. Marc de Micheli.**

M. de Micheli expose que le projet de GIS a 2 objectifs principaux qui sont de souligner d'une part l'aspect thématique « optique photonique » et d'autre part l'aspect géographique organisé autour du département et de la Côte d'Azur.

Il précise qu'il regroupe 5 laboratoires soit une centaine de chercheurs et enseignants-chercheurs dans les domaines de l'optique et de la photonique dans lesquels cette communauté a besoin de mieux se connaître et se structurer. Ce projet est une collaboration entre l'UNS, l'OCA et le CNRS.

M. de Micheli commente une présentation Power Point qui figure en annexe N°1 à ce procès verbal.

Il souligne l'importance de l'aspect cœur optique du projet.

Il explique que, par exemple, dans un lecteur CD ou DVD, la partie optique est invisible et représente peu dans le coût de l'appareil mais qu'elle est essentielle pour le fonctionnement car tout repose sur cette technologie optique.

Il expose que la situation est difficile pour les chercheurs qui travaillent dans le domaine de l'optique et de la photonique, qu'ils ont du mal à exister en France ; il précise qu'en Allemagne la photonique est mise en avant et fortement soutenue alors qu'en France les industriels disent faire peu de chiffre dans cette thématique et ne l'encouragent pas.

Il cite Alcatel, Thales et Sagem qui sont fortement impliqués en électronique alors qu'ils reposent comme certains groupes allemands sur la photonique et l'optique ; le désir de provoquer une réaction à

cela a été une des motivations importantes qui a conduit à la fondation de ce GIS qui devrait permettre de donner une visibilité à cette discipline sur la Côte d'Azur. Il précise que la création de ce GIS est une demande du Conseil Régional même si nous sommes en retard par rapport aux collègues marseillais et européens.

M. De Micheli indique qu'il a été mis en place un comité directeur qui s'est penché sur les filières sélectives et qui a élaboré un certain nombre de recommandations pour les collègues en charge d'élaborer les maquettes.

Pour conclure, il résume les objectifs du GIS AZUR OPTO :

- Regrouper les opticiens
- Structurer la discipline
- Donner de la visibilité
- Intensifier les relations avec les "utilisateurs d'optique"
- Soutenir la formation
- Ouvrir sur la région et l'Europe
- Anticiper et préparer l'avenir dans lequel la Photonique jouera un rôle équivalent de l'électronique !

Le Vice-Président remercie M. De Micheli pour sa présentation et donne la parole aux conseillers.

M. Counillon souhaite savoir s'il est envisagé des relations avec certaines plateformes d'imagerie qui font appel à des techniques d'optique.

M. de Micheli lui répond qu'en effet, ces rapprochements sont à l'étude ; il précise que pour l'instant il est prévu de créer quelque chose de « disciplinaire » avant d'ouvrir à ceux qui sont utilisateurs des techniques optiques et photoniques.

M. Meierhenrich demande si les cyclotrons pourront être inclus au projet. M. de Micheli répond que oui car il s'agit de systèmes légers alimentés par une pile et faciles à embarquer et qui commencent à avoir des performances de très haute définition.

Le Vice-Président interroge M. de Micheli pour savoir pourquoi les acteurs du domaine de l'optique sur la Côte d'Azur n'ont pas envisagé un tel projet plus tôt car il existe depuis longtemps des laboratoires d'un très bon niveau

M. de Micheli pense que c'est une bonne question et dit qu'il se bat pour cela depuis longtemps mais que pendant longtemps ils n'avaient pas eu besoin de faire cet effort là car ils étaient très bien hébergés par les laboratoires de télécommunications. Il précise que le problème est devenu crucial au moment de la bulle internet : cette façon de faire a disparu du jour au lendemain car les diodes laser servent aux télécom mais désormais aussi à beaucoup d'autres choses qui sont apparues récemment (optique quantique, découpes laser...)

A la question du Vice-Président sur le montant du financement requis, M. de Micheli répond que quelques dizaines de kilos euros par an seraient nécessaires.

Le Vice-Président indique que cette demande tombe bien car l'Université passant à l'autonomie budgétaire globale en 2010, plus aucun crédit ne sera fléché et on peut envisager le financement d'un GIS car on a besoin de donner une visibilité forte à la physique niçoise.

Le Vice-Président demande aux conseillers de se prononcer sur ce projet après un exposé qu'il a trouvé très clair.

**Le Conseil Scientifique décide à l'unanimité de soutenir le GIS AZUR OPTO. Ses demandes seront prises en compte lors de la discussion du budget 2010.**

## Chaires d'Excellence

Le Vice-Président annonce qu'il souhaite profiter de la présence de Mme Grenier-Loustalot du CNRS et de M. Gérard Giraudon de l'INRIA pour revenir sur le débat sur les chaires d'excellence déjà engagé l'an dernier.

Il rappelle que le C.S. avait autorisé la négociation d'une chaire INRIA pour le LJAD et voudrait savoir où en est le recrutement.

M. Giraudon indique que tout s'est bien passé et que le jury était constitué à parts égales de membres de l'INRIA et de l'UNS et présidé par Gilles Lebeau. Il précise que le travail du jury a été très consensuel, que de très bons candidats se sont présentés et que le recrutement de quelqu'un qui correspondait à tous les critères a été effectué.

M. Blum ajoute que l'insertion de la personne au sein du LJAD se passe très bien.

Le Vice-Président donne la parole à Mme Grenier-Loustalot qui commente un Power Point sur le bilan des chaires CNRS au niveau national pour 2009 qui figure en annexe N°2 à ce procès verbal.

Elle précise que seulement 9 instituts du CNRS ont participé à la campagne des chaires 2009 et qu'après les propositions d'attributions aux universités, il y a eu beaucoup d'annulations (surtout en SDV où on en a compté 27).

Elle souligne à quel point le choix des comités de sélection est important et ajoute qu'il faut absolument travailler de concert.

Mme Grenier-Loustalot précise que certains candidats ont préféré prendre des postes CNRS plutôt que des chaires et que certains les ont refusées en dernier lieu.

Elle constate que tout cela est assez difficile à gérer et que malgré de bons candidats, l'accord des organismes et des comités de sélection il faut souvent refaire tout le circuit.

M. Giraudon précise qu'à l'INRIA, et sur certaines chaires, ont été établies des listes complémentaires. Mme Grenier-Loustalot indique que les supports ont été utilisés via les listes complémentaires des concours CNRS.

Le Vice-Président annonce que pour la campagne à venir 3 chaires ont été proposées à l'Université par le CNRS via la DR20.

Il précise que pour les 2 chaires fléchées sur l'Université elle-même, 2 supports de MCF ont été mis au concours et qu'on peut afficher tout de suite ces chaires sur ces postes.

Il ajoute que pour la 3<sup>ème</sup> chaire destinée à l'OCA ce sera plus compliqué car le laboratoire Cassiopée n'a pas fait de demande de poste de MCF : il explique que s'il n'y a pas de support pour cette chaire, elle sera mise en discussion sur un support l'année suivante.

Mme Bassilana indique qu'elle a été informée de la décision d'avoir si possible cette chaire à l'IBDC. Elle ajoute que dans l'idée du directeur la personne recrutée devrait être quelqu'un qui démarrerait un groupe et en serait responsable. Mme Bassilana précise qu'elle a fait part à M. Noselli de ses restrictions et que pour elle un recrutement est impossible sans un bon profil. Elle informe les conseillers que M. Noselli est prêt à venir exposer son projet devant le Conseil Scientifique.

En ce qui concerne le profilage de la chaire en maths, M. Baraud préconise qu'elle soit au bénéfice d'une grosse équipe axée sur les « systèmes dynamiques (interactions) » car la priorité du LJAD est de renforcer les actions avec les biologistes. Il ajoute que les laboratoires de maths sont tous identiques en France : tous les aspects sont représentés dans chacun et il existe une vraie concurrence entre les différentes unités ; il est difficile de faire venir les bons candidats en province, il serait donc utile de pouvoir proposer une chaire d'excellence.

Le Vice-Président rappelle aux conseillers que c'est eux qui portent la parole dans les laboratoires et qu'ils doivent le faire sans retenue. Il ajoute que cette parole s'exprime dans le conseil qui doit refléter les idées ou les grandes tendances

M. Giraudon détaille les propositions de l'INRIA : plusieurs appels d'offres ont été lancés pour un institut européen information et communication (STIC) avec I3S qui est un succès.

Il annonce un 2<sup>ème</sup> projet autour de la problématique de la santé à domicile, la médecine numérique avec l'UFR médecine car de grands enjeux se profilent dans ces domaines.

Il précise qu'auparavant, I3S était défavorable au principe de la chaire : il pense qu'il serait bon de retourner discuter avec Luc Pronzato et le conseil du laboratoire qui n'était pas intéressé.

Il ajoute que les discussions avec le nouveau conseil de la Faculté de Médecine sont en cours autour de la médecine numérique.

M. Puppo annonce qu'une chaire est proposée par l'INRA pour « tout ce qui tourne autour des insectes et de la lutte biologique ». Il précise que l'IBSV a donné son accord et que le support de MCF existe (et il souligne qu'il n'est toujours pas d'accord sur le principe des chaires d'excellence).

Mme Grenier-Loustalot demande s'il serait possible de mettre un poste au fil de l'eau pour Cassiopée. Le Vice-Président lui fait remarquer qu'il faut faire attention au plafond d'emplois mais que si un poste n'est pas pourvu, alors on pourra l'afficher au fil de l'eau.

Mme Mellet souhaite savoir si le CNRS gèle les chaires. Mme Grenier-Loustalot l'informe que suivant la date d'arrivée du candidat on peut attendre jusqu'en juillet ou septembre et ensuite mettre le poste au concours du CNRS.

Le Vice-Président indique que si un recrutement est infructueux, il faut organiser un nouveau concours via un nouveau comité de sélection mais que « au fil de l'eau » le poste n'est pas perdu sauf si le Conseil d'Administration le décide.

M. de Micheli explique que c'est ce qui se passe à l'IBDC vu les différences entre le profil demandé et les candidats qui se sont présentés au recrutement.

M. Puppo demande la parole pour dénoncer une nouvelle fois ce qu'il appelle « le processus délétère des chaires ». Il invite les conseillers à réfléchir car « si nous recrutons des enseignants-chercheurs sur les chaires d'excellence, les équipes pédagogiques et les laboratoires seront déstructurés : les gens feront un tiers de service et seront plus payés et auront vocation à passer PR » (il fait référence à l'exemple de l'IBDC) ; il explique qu'il s'agit d'une bombe à retardement qui conduira à la démotivation des enseignants-chercheurs qui seront perdants à terme.

Il attire l'attention des conseillers sur le fait que les 3 organisations syndicales qui se sont prononcées contre la LRU ont obtenu la moitié des voix au CTP nouvellement mis en place à l'UNS.

Il dénonce la volonté du gouvernement de ne pas remplacer un fonctionnaire sur 2 qui ne se pratique pas encore à l'UNS mais qui finira par s'y appliquer aussi.

En conclusion, il souhaite que le Conseil Scientifique refuse les propositions qui lui sont faites sur les chaires d'excellence.

M. Darcourt souhaite revenir sur la proposition de l'INRIA de création d'une chaire santé. Il demande à M. Giraudon d'expliquer comment il voit les choses car pour lui le profil proposé ne correspond pas aux besoins d'une équipe de médecine ; il souhaite aussi savoir comment l'intégration à l'Université se fera.

M. Giraudon répond qu'après une tentative qui a échoué l'an dernier, il faut reprendre le dialogue cette année sur les besoins des uns et des autres, qu'il faut construire petit à petit et que la chaire peut concerner plusieurs équipes de recherche.

Mme Mellet demande la parole. Elle rappelle tout d'abord que la définition du profil des postes de chaire n'est pas passée par le comité national du CNRS : cela correspond à des processus d'individualisation et d'orientation de la recherche qui ne sont pas soumis aux débats. Elle fait remarquer que cela fait plusieurs fois que M. Puppo pose la question de fond sur les chaires d'excellence.

Elle reconnaît qu'il est difficile d'en débattre mais elle estime qu'il serait sain qu'on prenne un temps pour voter à bulletins secrets pour établir un constat de l'opinion des collègues en leur âme et conscience.

Elle ajoute qu'on ne peut pas ne pas tenir compte de cette requête en prétextant des problèmes de gestion du quotidien.

M. Baraud souligne qu'il existe déjà des grosses différences de statut dans son unité : IUF, etc....mais que l'arrivée d'une chaire CNRS est bien perçue, qu'il n'y a pas de souci de cohabitation et que cette année il n'y aura pas de fusion de poste entre le CNRS et l'UNS.

M. Puppo l'interroge : « pour cette année plus de fusion, mais ensuite ? »

M. Baraud lui répond qu'il s'agit d'un problème politique d'évaluation et que l'important est de ne pas être réfractaire a priori.

M. Puppo lui rétorque que sa remarque ne tient pas : il précise que « nous sommes tous dans des unités mixtes » et que cela n'a rien à voir avec les 2 vitesses dans les équipes pédagogiques.

Il précise qu'à l'heure actuelle la charge d'enseignement est partagée et ajoute que « si nous ne montons pas au créneau dès cette année, les postes seront supprimés l'an prochain ».

Le Vice-Président exprime le souhait qu'on n'anticipe pas sur les difficultés futures.

M. Jansen souligne que le débat des chaires ne porte pas sur les Sciences Humaines mais qu'il trouve utile qu'un débat de fond ait lieu et qu'au-delà il est d'accord pour un vote à bulletins secrets.

Il ajoute que sur le fond il ne partage pas le point de vue de M. Puppo même si la politique des chaires peut introduire des déséquilibres ; M. Jansen estime qu'on entend aussi des discours de syndicats un peu hypocrites. Il précise que la CPU n'est pas hostile aux chaires et qu'on ne peut pas affirmer que la moitié des personnels le sont. Il ajoute que le débat doit être mené au niveau national, et seulement pas au niveau de notre établissement. Il est certain que rien ne sera mis en route avant fin mars à l'UNS alors que dans d'autres universités des chaires sont déjà en place.

Il conclue que l'argument de M. Baraud sur le déséquilibre dans les équipes doit être pris en compte et qu'il faut rester vigilant sur les équilibres à respecter dans la distribution des chaires.

Le Vice-Président insiste sur le fait qu'il est important qu'un débat ait lieu sur le fond afin que les arguments légitimes des uns et des autres puissent être entendus.

M. Puppo propose d'accepter les chaires tant qu'elles ne « coûtent » pas un poste et ajoute qu'on peut avoir une position à ce jour et changer ensuite.

M. Chesneau approuve cette idée. Il estime que les règles du jeu ont changé au niveau national et qu'on risque de se priver des meilleurs candidats. Il se dit très surpris que des candidats retenus refusent des chaires.

M. Counillon fait part de son impression qu'autour de ces chaires, ce qui se cristallise, c'est un certain déséquilibre.

Il s'interroge sur l'équilibre entre statut individuel, plus d'argent, moins de cours....

Il estime qu'on est dans un problème d'individualisation, mais quelle sera l'incidence sur l'évaluation de l'établissement si on refuse ces chaires ? Il s'interroge enfin sur la manière dont est effectuée l'évaluation au niveau national.

M. Baraud rappelle que le but est de pouvoir offrir des conditions plus favorables pour recruter mieux qu'une autre université. Il s'interroge : « que faire contre la perte des bons éléments ? ». Il ajoute que c'est un système inégalitaire géré au quotidien par le LJAD.

M. Boursier fait remarquer que les chaires ne concernent que les UMR et risquent créer un fossé plus important entre SHS et sciences « dures ». Il précise qu'à Nice seules 2 UMR dont le CEPAM sont rattachées à la thématique du développement durable. Il déclare qu'il maintient sur le fond son opposition aux chaires d'excellence. Il ajoute que le problème n'est pas celui du statut des enseignants-chercheurs (déjà « démolé » en partie depuis 1984) mais la création de trop d'inégalités.

M. de Micheli revient sur l'idée de recruter quelqu'un qui ensuite forme son groupe. Il pense que c'est la même chose au CNRS quand on recrute un CR1 sans que cela introduise des disparités au niveau salarial avec les CR2.

Mme Grenier-Loustalot précise que les recrutements de CR1 sont fléchés sur des thématiques bien précises.

Mme Bassilana se dit d'accord avec le raisonnement de M. de Micheli : un MCF titulaire d'une chaire peut espérer devenir PR ou éventuellement DR2.

M. Hebert s'interroge sur l'intérêt de flécher un poste pour attirer plus de monde, notamment en physique où pas plus d'un ou deux postes sont proposés par an. Il ajoute que les thésards se présentent peu car souvent les postes ne correspondent pas à leurs demandes.

M. Chesneau demande quelle est la durée de vie d'une chaire.

Le Vice-Président lui répond qu'elle est de 5 ans et que si elle n'est pas renouvelée, le bénéficiaire retrouve un salaire et un statut « normaux ». S'ils ont vocation à devenir cadre A, ils pourraient être

promus au bout de 5 ans, mais si le recrutement est un échec, alors un problème se pose à l'établissement. Il souligne qu'il y a toute une série de dangers inhérents à ce dispositif.

Le Vice-Président ajoute qu'il est clair que ce problème est délicat et que les réponses ne sont pas les mêmes suivant les champs disciplinaires.

Il insiste sur le fait que les élus du Conseil Scientifique représentent tous leurs collègues dans cette instance de débat. Il précise que le sujet est suffisamment difficile pour que le rôle de conseiller soit décliné au mieux. Il ajoute qu'il s'agit aujourd'hui d'une discussion générale.

Il souhaite que les conseillers retournent vers les départements et les unités pour prendre l'avis de leurs collègues qu'ils restitueront au C.S. et ensuite seulement pourra être organisé un vote formel.

Le Vice-Président affirme que le Conseil Scientifique doit représenter et traduire l'expression réelle des collègues.

Mme Bassilana indique qu'un MCF lui a affirmé que cette chaire est seulement un contrat de 5 ans ; elle pense que certains préfèrent un poste de MCF ou de CR définitif.

Le Vice-Président explique que le poste est permanent même s'il est à l'issue des 5 ans à des conditions différentes.

Mme Grenier-Loustalot indique qu'au départ 80 postes avaient été pris sur le contingent CNRS et qu'il y a eu protestation, puis le Ministère a mis les postes « de sa poche » et il y a désormais moins de contestation.

Elle explique que ce dispositif est pour 5 ans suivant l'évaluation mais qu'il y peut y avoir 5 ans plus suivant l'avis d'un comité adhoc.

M. Counillon attire l'attention des conseillers sur l'aspect dérangeant du dispositif pour les promotions aux postes de Professeur. Il pense que si un candidat a une chaire et l'autre pas, ils ne postulent pas à armes égales car l'un dispose de beaucoup plus de temps que l'autre pour sa recherche.

Le Vice-Président informe les conseillers qu'il va rédiger un vade-mecum de ce qu'est le processus des chaires excellence : il va ensuite l'envoyer afin que les conseillers puissent discuter avec les différents responsables et la communauté. Ensuite seulement sera organisé un vote au C.S.

Il est décidé que Mme Mellet, Mme Grenier-Loustalot et M. Lardeaux rédigent le texte via le Bureau Virtuel.

M. Olivero demande s'il s'agira d'un texte factuel.

Le Vice-Président lui répond qu'il le sera et qu'il y joindra le tableau descriptif du CNRS.

M. Baraud s'enquiert de ce que veut dire ce vote.

Le Vice-Président lui répond qu'on ne peut couper à la question de principe ; il faut décider si le Conseil Scientifique approuve ou pas cette procédure car ensuite le Conseil d'Administration doit se prononcer. Il ajoute que le vote engagera le Conseil Scientifique et si l'année prochaine le dispositif change on changera de position mais c'est un débat très délicat sur lequel les conseillers doivent se pencher très sérieusement. Il rappelle qu'il lui semble nécessaire et sain que le Conseil Scientifique anime le débat au sein de la communauté.

M. Puppo tient à préciser que la remise des postes dans les concours n'est pas automatique.

Il demande si l'IRD a fait une proposition de chaire.

Le Vice-Président lui répond que l'IRD n'en a pas fait cette année car cet organisme est en pleine période de restructuration et vient tout juste de déménager à Marseille.

Il précise cependant que le Directeur de l'IRD a écrit au Président car il compte proposer bientôt deux chaires (une pour URMIS et l'autre pour Géoazur) et que la question se posera donc l'an prochain pour l'IRD.

Il conclut en déclarant aux conseillers qu'ils sont informés sur le sujet et qu'ils ont la garantie d'une procédure partagée pour 5 postes au total.

#### **Décision concernant la possibilité de recours à l'instance nationale pour l'attribution de la Prime d'Excellence Scientifique en 2010**

Le Vice-Président lit le courrier du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche envoyé le 18 décembre 2009 par M. Patrice HETZEL qui détaille les modalités d'attribution de la Prime

d'Excellence Scientifique 2010 aux enseignants-chercheurs pour les établissements bénéficiant des R.C.E.

Ce courrier indique notamment que le recours à l'avis de l'instance nationale sera facultatif en 2010. Il est précisé que si l'établissement souhaite avoir recours à l'instance nationale, la demande expresse doit en être faite avant le 30 janvier 2010.

Le Vice-Président demande aux conseillers de donner leur avis sur le recours ou non à l'avis de l'instance nationale pour 2010.

Les conseillers débattent des avantages et des inconvénients d'une telle possibilité.

**Le Conseil Scientifique valide à l'unanimité moins trois abstentions, le principe du recours à l'instance nationale pour l'attribution de la PES 2010.**

### **Première discussion sur le budget recherche 2010**

Le Vice-Président présente aux conseillers le tableau de bord du budget recherche 2009 (qui figure en annexe N° 3 à ce procès verbal)

Il précise que pour l'instant on attend la réactualisation des effectifs et des surfaces pour avoir une vision globale.

Mme Mellet demande si on pourrait ajouter les chiffres des contrats au tableau.

Le Vice-Président lui répond que le point est train d'être fait par le Pôle Valorisation.

Mme Mellet insiste sur le fait qu'il est très important de connaître dans les effectifs des laboratoires l'origine des personnels : titulaires, contractuels sur ressources propres...

M. de Micheli fait remarquer qu'il existe de grandes disparités entre les laboratoires suivant qu'ils payent leur loyer ou pas.

Le Vice-Président indique que l'on pourra avoir une vision plus précise lorsque nous aurons les chiffres des effectifs et des surfaces.

Il présente un document « évolution du budget recherche depuis 2007 » (qui figure en annexe N°5 à ce procès verbal).

Il précise que de nouvelles lignes budgétaires vont être créées en 2010 : PRES, LMEM et avances des frais de propriété intellectuelle pour la valorisation.

Il explique la rupture entre les chiffres de 2007 et 2008 par le changement de contrat quadriennal. Il ajoute que pour 2008 et 2009 il a réussi à convaincre la gouvernance de la possibilité d'une augmentation du soutien de base aux unités.

Il rappelle que le CS a voté en 2009 une diminution du taux de BQR.

Il précise que pour 2010 il a repris les points d'après les chiffres 2009.

Il annonce la fin du BQR en tant que tel car avec le passage aux RCE au 1<sup>er</sup> janvier, la notion de prélèvement sur un budget fléché n'a plus de raison d'être.

Le Vice-Président demande leur accord aux conseillers afin de pouvoir accroître le soutien de base à 3 280 000 euros pour 2010, notamment en raison de la création de nouvelles unités.

En revanche, il précise qu'on ne peut toucher au montant des PPF car ils sont fléchés sur 4 ans.

Il rappelle l'importance des crédits scientifiques incitatifs pour l'établissement : il déclare qu'il faudrait les augmenter à 500 000 euros pour 2010.

Il commente la ligne budgétaire consacrée aux Ecoles Doctorales et explique que ce n'est pas le montant du fonctionnement des ED qui augmente mais qu'il existe des reliquats non utilisés dont on aurait besoin immédiatement, notamment pour le renouvellement du matériel et le paiement des vacations pour l'encadrement administratif. Il faut de plus « éponger » la dette vis-à-vis du CNRS pour compenser le poste d'ITA de l'IPMC mis à disposition de l'ED SVS.

Il revient sur les nouvelles lignes budgétaires à créer :

Il déclare que la création du LMEM est une initiative remarquable : ce « laboratoire » bénéficie du soutien du CNRS et d'autres labos européens et maghrébins et une dotation de 35 000 euros lui semble tout à fait légitime.

Il affirme qu'il faut faire vivre scientifiquement le PRES maintenant que la convention est signée et que les acteurs sont identifiés. Il faut prévoir un budget de 150 000 euros qui est le montant annuel attribué par les Universités de Gênes, Paris et Turin (sans compter Corte et Toulon).

En ce qui concerne la nouvelle ligne budgétaire à attribuer à la valorisation le Vice-Président précise que le dispositif monte en puissance et que désormais les EA aussi sont intéressées notamment grâce aux visites de labos effectuées par l'équipe ; c'est pourquoi il préconise de le soutenir afin que les retombées puissent bénéficier aux chercheurs.

Il conclut sa présentation en indiquant qu'il s'agit d'ordres de grandeur, qu'il faut réfléchir et proposer des évolutions et des augmentations pour certains.

M. Counillon déclare que, en tant que membre du CS, on ne peut que se féliciter de l'augmentation en 3 ans du budget proposé.

Le Vice-Président fait remarquer que l'augmentation de plus de 88% n'a été possible que grâce à la volonté politique de la gouvernance.

M. Hebert indique le CEVU va aussi proposer un budget pour l'enseignement et va demander aussi une augmentation de sa part.

Mme Mellet demande pourquoi n'apparaît pas dans le tableau de financement pour les CRCT en 2007. Le Vice-Président lui répond qu'il était pris sur le BQR et que cela l'amputait beaucoup. Il a donc été décidé d'en faire une ligne spécifique à partir de 2008, comme pour le dispositif « nouveaux entrants ».

Mlle Smith s'enquiert de ce qu'il en est de la demande du CED de soutien pour la participation des doctorants aux colloques.

Le Vice-Président lui répond qu'on étudiera la question si une demande forte émane du CED.

Sinon, il faudra que les unités financent sur leurs crédits de base (qui ont été augmentés en conséquence depuis la suppression de cette ligne du BQR).

M. Puppo demande à combien se monte le budget global de l'établissement.

Mme Vidovic-Ravit, Directrice des Affaires Financières, lui répond que le budget fonctionnement est de 30 millions d'euros pour 2010. Elle ajoute qu'il y a eu un transfert de charges et qu'entre 2009 et 2010 on reste à moyens constants. Elle précise qu'on ne dispose pas de moyens supplémentaires pour mener une politique de crédits scientifiques incitatifs, si ce n'est en dégageant une marge de manœuvre sur les crédits du « plan réussite en licence ».

Le Vice-Président déclare qu'il s'agit d'une décision à prendre par le Conseil d'Administration sur demande du CEVU et du CS

Mme Vidovic-Ravit préconise de réviser les modes d'organisation pour revoir les marges de manœuvres (c'est une recommandation du ministère).

Le Vice-Président souligne qu'il s'agit d'un challenge important et qu'il faut que cela se fasse de manière raisonnable.

Mme Vidovic-Ravit prévoit une « révolution culturelle » à l'échéance 2011.

Le Vice-Président affirme qu'il sera offensif dès 2010. Il argumente que les tableaux d'indicateurs dont il dispose sont suffisamment précis pour qu'on puisse dès à présent justifier les demandes auprès de la Présidence. Il déclare qu'il ne veut pas faire attendre les directeurs d'unités à qui on demande beaucoup et il affirme que les marges de manœuvre peuvent être discutées sans risque.

Il fait une autre proposition aux conseillers : puisqu'on connaît déjà la dotation globale, il suggère que les contrats doctoraux soient discutés dès février pour pouvoir aller chercher les meilleurs candidats tout de suite. Il veut que le CS s'engage sur cette politique : il déclare que le nombre minimal de contrats peut être discuté tout de suite.

Mme Vidovic-Ravit souhaite que soit engagée une réflexion sur une stratégie pluri-annuelle puis annuelle pour la distinction des grandes masses budgétaires.

Le Vice-Président lui répond qu'on ne touche pas aux grandes masses pour l'instant.

M. de Micheli demande ce que comprend le budget fonctionnement de 30 millions.

Mme Vidovic-Ravit lui précise qu'il est hors masse salariale titre 2, c'est-à-dire qu'il comprend les salaires des contractuels mais pas ceux des titulaires.

Le Vice-Président ajoute que le Conseil d'Administration a pris la décision de verrouiller les salaires.

M. Counillon demande où sont pris les fonds lorsqu'il y a des petits travaux dans les bâtiments recherche à effectuer.

Le Vice-Président lui répond qu'ils sont pris sur une autre ligne de crédits du MENSUR, 1 450 000 euros dédiés aux infrastructures recherche. Il précise qu'il faut aussi ajouter au budget recherche les fluides, la maintenance et les opérations spécifiques.

Mlle Smith demande quid de l'enveloppe monitorats en entreprise et autres ?

Le Vice-Président explique que le système est en train de changer et que les monitorats et les allocations de recherches sont totalement différents.

M. Jansen fait remarquer que les supports laissés vacants par les allocataires recrutés en 2006 ont été remis en circulation mais qu'il s'agissait d'une mauvaise année ; il ajoute qu'en 2007 il y en avait eu plus, donc en 2010 il y en aura plus (50 au lieu de 38).

Il précise qu'un seul type de financement doctoral subsiste : les allocations fléchées sur thématiques prioritaires allouées directement par le ministère.

Le Vice-Président indique qu'elles seront en principe reconduites en 2010, qu'il est dans l'attente d'une réponse officielle (l'UNS en a obtenu 11 en 2008 et 10 en 2009).

M. Baraud fait remarquer que tous les étudiants en stage de master 2 dans les labos devront être payés à partir de cette année et il souhaite savoir comment cela sera financé.

Le Vice-Président cite l'exemple de l'UMR Géoazur où cette rémunération de 350 euros par mois doit être incluse dans le projet recherche sinon il n'y a pas recrutement de stagiaire.

Il précise que pour les étudiants en Master 1, si le stage est inférieur à 2 mois il n'existe pas d'obligation à les rémunérer.

M. Puppo constate qu'on se trouve en face de jeunes dont certains sont en galère. Il rappelle que le collectif « stagiaires » est intervenu car tout travail mérite salaire. Il soulève le problème de la rémunération des stagiaires pour les « petits » laboratoires.

M. Boursier déclare qu'il souhaite que l'UFR LASH ne soit pas « dépecé ».

Il affirme qu'il fera des préparations aux concours sans le support de masters « métiers de l'enseignement »

Il interroge le Vice-Président pour savoir si celui-ci est au courant qu'un comité de pilotage s'est mis en place. Il souhaite que le CS et le VP CS en soient partie prenante.

Le Vice-Président lui répond que le CA a insisté sur le fait que toute maquette de master passerait au CS et au CEVU de manière systématique.

Il revient à la question du budget : il interroge les conseillers sur la pertinence d'identifier une ligne spécifique : soutien aux stages de recherche.

M. Hebert pense que cela dépasse le cadre des compétences du CS et qu'il faudrait voir cela au CEVU.

Le Vice-Président rappelle qu'une réunion commune du CS et du CEVU sur la question des nouvelles filières est prévue dans quelques jours et qu'il serait peut être opportun d'en discuter à ce moment là.

Mlle Smith souhaiterait qu'une discussion ait lieu aussi au sujet des chapeaux de moniteurs.

M. Hebert demande où est passé l'argent qui servait à payer auparavant les vacances d'enseignement qui ne sont plus possibles. Pourrait-il servir aux moniteurs ?

Le Vice-Président demande aux conseillers s'ils ont d'autres suggestions à émettre sur les autres lignes budgétaires et s'il peut proposer cette base de discussion dès demain matin au bureau de l'établissement.

**Le Conseil Scientifique donne son accord à l'unanimité pour que le Vice-Président présente la base de discussion qu'il a proposée pour le budget recherche 2010 au bureau de l'établissement.**

Le Vice-Président demande aux conseillers de désigner 2 représentants du CS pour le comité de réflexion sur les futures maquettes des masters enseignements que le Président souhaite mettre en place. Il rappelle que les propositions de maquettes devront être validées, entre autres, par le CS.

**Les conseillers désignent à l'unanimité M. Boursier pour le secteur SHS et M. Puppo pour le secteur Sciences dures comme représentants du CS au comité de réflexion sur la mise en place des futures maquettes des masters enseignements.**

M. Puppo rappelle que le CNESER s'est positionné (par 35 voix contre sur 38) contre la mise en place de ces masters.

Il demande aux conseillers de se prononcer sur une motion dont il donne lecture :

« Le Conseil Scientifique de l'UNS, réuni en séance plénière le 11 janvier 2010, s'élève contre la fuite en avant du Ministère qui, méprisant le CNESER, vient de transmettre aux établissements la circulaire de « cadrage » des diplômes de master ouverts aux étudiants se destinant aux métiers de l'enseignement. Il condamne le refus du gouvernement de dénouer une crise dont il porte seul la responsabilité. Il refuse l'application de cette réforme qui met en péril, en particulier, la formation pédagogique des futurs enseignants, avec toutes les conséquences néfastes que cela implique pour le Service Public d'Education. »

**Le Conseil Scientifique approuve la motion à l'unanimité moins 5 abstentions.  
Le Vice-Président la transmettra au Conseil d'Administration.**

Le Vice-Président annonce le point suivant de l'ordre du jour :

**Examen des propositions du Collège des Etudes Doctorales pour :**

- le taux d'encadrement de doctorants par un même directeur HDR,
- l'autorisation de co-encadrement d'un non HDR,
- la modification des critères d'inscription à une HDR.

M. Tric, directeur du CED, commente une présentation power point, qui figure en annexe N°5 à ce procès verbal, qui résume les propositions.

**- Taux d'encadrement de doctorants par un même directeur HDR :**

A la demande du Vice-Président les conseillers commentent le tableau des nouveaux taux d'encadrement doctoral proposé pour chaque Ecole Doctorale.

M. Counillon confirme que pour le secteur SVS ses collègues préfèrent rester à 4.

M. Baraud ne comprend pas la proposition de passer de 4 à 2 pour l'ED SFA alors qu'en STIC on passe de 6 à 4. Il trouve que les limitations paraissent artificielles ; il aurait préféré que les propositions soient faites par projet scientifique et pas sous forme de tableau.

Mlle Smith précise que mission a été donnée par le CS au CED de discuter ces questions et que plusieurs réunions se sont tenues depuis plusieurs mois ; elle trouve étonnant qu'on rediscute des propositions faites après moult avis.

Le Vice-Président rétorque que le CS a mandaté le CED pour faire des propositions mais que le CS discute et qu'il est libre de les accepter ou pas.

Mme Mellet revient sur la remarque de M. Baraud : elle relève que ce qui est proposé dans la colonne « dépassement », c'est justement la marge de manœuvre qui permet de moduler le taux en fonction de projets scientifiques, au coup par coup.

Cependant, elle trouve que le résultat global n'est pas équitable car les remontées ne sont pas exhaustives suivant les ED.

M. Olivero s'interroge car l'accompagnement effectué par les ED compense une partie du travail que les directeurs de thèse ne font pas.

Le Vice-Président déclare qu'il trouve mauvaises les propositions pour SFA et SVS : 4 doctorants en taux de base et un dépassement de 2 sur projet lui paraîtraient plus raisonnable.

Mme Bassilana estime que tout cela vient de la demande de suivi des doctorants.

Le Vice-Président considère que le suivi des docteurs est déjà fait sur 5 ans par les services de Yves Fau au Ministère : chaque personne est connue et contactée directement par le Ministère. Il ajoute qu'on a au-delà de 80 pour cent de docteurs suivis à 5 ans.

M. Baraud revient sur l'argument de M. Tric : « on devra effectuer le suivi des docteurs si on veut avoir plus de bourses ».

Mme Mellet se demande si certains ne rempliraient pas les tableaux de suivi au hasard...

M. Rousselet se dit défavorable à ce qu'on ne fixe aucun nombre mais il trouve le chiffre trop bas pour SFA.

M. de Micheli relève une « bizarrerie » due au fait que l'ED SFA regroupe mathématiciens et physiciens et que ces 2 disciplines n'ont pas la même façon de gérer les encadrements : « en physique 2 doctorants c'est un maximum ; plus, c'est difficile à suivre ».

M. Boursier souhaite que soient séparées les filières scientifiques et SHS car en sciences les thèses sont financées et la sélection est féroce alors qu'en SHS certains thésards ont 50 ans et sont salariés.

Il formule une demande au CS : il voudrait disposer d'un rapport précis sur 8 ans sur la distribution des allocations de recherche et des bourses doctorales à l'ED LASH avec les noms du doctorant, du laboratoire, du directeur de thèse et s'ils ont soutenu ou pas.

Le Vice-Président indique qu'il souhaiterait récupérer ces chiffres car ils sont demandés par l'AERES pour les indicateurs pour lesquels il doit aussi renseigner quelles unités ont bénéficié des subventions.

M. Jansen souhaite recadrer les choses : il explique que la tutelle demande que l'établissement et le CS déterminent des taux d'encadrement maximum. Il déclare que toutes les informations concernant l'ED SHS sont disponibles.

Il ajoute qu'il faudra aussi renseigner un questionnaire sur l'insertion des doctorants dans les dossiers du prochain contrat quadriennal. Il pense qu'on peut discuter sur la notion d'insertion mais ce qui intéresse le ministère c'est de pouvoir faire une discrimination entre des doctorants qui arrivent à avoir un emploi alimentaire et ceux qui ont une insertion en relation avec leurs capacités de docteurs, ce qui est très difficile dans le domaine des SHS.

Le Vice-Président revient sur sa proposition d'un taux de base de 4 doctorants plus un dépassement possible de 2 qui lui semblerait plus adapté pour les ED SVS et SFA. De façon plus générale, il insiste sur la trop faible quantité de Docteurs formés dans les universités françaises.

Mlle Smith constate que cela fait plus qu'avant alors que le CED souhaitait un encadrement de meilleure qualité.

Le Vice-Président lui répond que le temps nécessaire à passer avec chaque doctorant dépend du type de thèse, des partenariats...

Il propose de suivre les propositions du CED pour l'ED SMH (2+1).

Pour l'ED STIC, il pose la question de savoir 4+2 est raisonnable. Après débat, la formule 6+1 est retenue. Il pense que pour l'ED DESPEG, il est difficile de réduire le nombre de thésards encadrés.

M. Olivero est d'accord et explique que les doctorants sont souvent des professionnels, que la durée totale de la thèse est fréquemment de 6 ans et qu'il y a peu de possibilités de financement. Il conclut que le nombre peut surprendre mais qu'il est cohérent avec la discipline.

Le principe de 10+4 est adopté pour l'ED DESPEG.

M. Jansen constate qu'en LSHS le nombre de 10 est actuellement souvent dépassé.

Il explique que l'ED SHS a fait une proposition au CED de 8+4 puis ensuite de 6+4 selon les souhaits des D.U. afin de réduire les écarts entre les ED.

Mme Mellet constate que 6+4 ne change rien, que le total reste à 10.

M. Boursier pense que 8+4 traduirait plus la réalité et donnerait une marge de manœuvre car 6+4 bloquera à terme.

Les conseillers se mettent d'accord sur le nombre de 7+4 pour l'ED SHS.

### Critères pour l'inscription en HDR

ED SFA :

M. Baraud constate que les critères proposés n'ont pas été établis en concertation avec les laboratoires. Il relève que rien n'est correct : on ne sait pas si les critères sont « nécessaires, suffisants, et, ou.... ».

Les conseillers demandent à l'ED SFA de refaire une proposition : ils ne sont pas satisfaits par la non différenciation suivant les champs disciplinaires : il faudrait être plus précis.

ED DESPEG :

M. Olivero ne trouve pas satisfaisante la suppression du délai 2 ans ; il trouve que cela risque de conduire aux errements du passé.

Il n'est pas d'accord avec la possibilité de présentation de la thèse de doctorat et de l'HDR en même temps. Il préférerait garder un délai de 2 ans entre les deux. Il soulève aussi le problème de la définition des revues de rang A.

Le Vice-Président lui répond que l'AERES, les comités nationaux du CNRS et le CNU publient une liste qui répertorie les publications de rang A. Il ajoute que ces 3 organismes d'évaluation produisent leurs listes et qu'on ne peut pas refaire par nous-mêmes le système.

Il souhaite que ces listes soient prises en compte par les directeurs d'ED et intégrées dans les critères de sélection. Les membres du CS donnent leur accord sur ce principe.

ED SVS :

M. Counillon constate un assouplissement important des critères concernant les publications et trouve qu'il s'agit d'un mieux.

Mme Bassilana trouve que les critères sont cohérents et donne son accord.

ED STIC :

Le Vice-Président donne lecture des critères proposés : ils renvoient à des textes nationaux ; les conseillers ne font aucune remarque à leur sujet et donnent leur accord.

ED SMH :

Les conseillers valident les critères proposés.

ED LSHS :

Mme Mellet demande à ce que soit précisé que le nombre de publications requises est de 2 par an « en moyenne ». Le principe est validé par les conseillers.

### QUESTIONS DIVERSES :

Mme Mellet demande la parole. Elle souhaite attirer l'attention sur le fait que le procès-verbal du CS du 21 septembre a été mis en ligne alors qu'il n'avait pas été validé à l'unanimité.

Elle aurait souhaité qu'il en soit débattu en séance.

Le Vice-Président lui fait remarquer que la procédure est toujours la même : le procès-verbal est transmis par mail aux conseillers pour validation sous 10 jours.

3 conseillers seulement ayant manifesté leur refus de valider celui du 21 septembre, il a donc été mis en ligne.

Mme Mellet souhaite qu'il soit indiqué sur le portail recherche que le PV du CS du 21 septembre n'a pas été validé à l'unanimité. Le Vice-Président demande à la Direction de la Recherche de faire apparaître cette précision.

M. Boursier informe les conseillers que le conseil de gestion de l'UFR LASH vient de voter une motion sur les futurs transferts de locaux.

Il indique que ce nouveau déménagement pose des problèmes matériels et humains.

Il affirme que le campus Carlone ne peut recevoir les 1400 étudiants du département de psychologie ainsi que les enseignants-chercheurs et le LPCS.

Il déclare qu'une UFR ne peut être en nomadisme et en travaux permanents.

Il rappelle qu'il était pour repeupler Carlone puisqu'aucun projet MSH ne voyait le jour mais qu'il ne pouvait loger le département AES de l'UFR Droit. Il ajoute que Carlone est plein à 80% et que d'autres chantiers sont prioritaires. Il indique qu'il fera parvenir un courrier et une demande de soutien au Conseil Scientifique.

M. Counillon fait remarquer, en tant que biologiste, que les plus forts départements de psychologie sont là où il y a des recoupements avec les sciences dures. Il pense que mettre le département de psychologie à Carlone n'est pas une bonne idée.

Le Vice-Président souligne qu'il s'agit de collaborations courantes et que par exemple, le laboratoire de neurobiologie dirigé par M. Garcia a une thèse en collaboration avec le LPCS.

M. Boursier indique que les Psychologues sont partis à Saint Jean d'Angély où ils ont des conditions de travail de qualité et qu'ils ne souhaitent pas revenir à Carlone.

Le Vice-Président lui affirme qu'il demandera aux conseillers de soutenir la solution qui paraîtra la meilleure.

M. Puppo se demande si on ne serait pas en train d'abandonner l'idée qu'un projet MSH ambitieux voit le jour.

Le Vice-Président informe les conseillers qu'une réunion du groupe de travail MSH du CS est prévue demain.

La séance plénière est levée à 20H00.



*Pour le Président de l'Université de  
Nice-Sophia Antipolis et par délégation,  
Le Vice-Président*

*Jean- Marc LARDEAUX*